

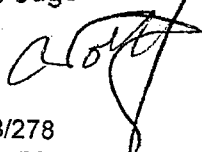
Service de Police Judiciaire
Section Entraide Judiciaire Internationale



Entré au Cabinet d'Instruction

le 19.01.10

Le Juge d'Instruction,



D 1644 (22p)
Luxembourg, le 19 janvier 2010

Madame le Juge d'Instruction-directeur
Doris WOLTZ
près le Tribunal d'Arrondissement
de Luxembourg

Vos références: RACE 2008/278
CRI PARIS c/MENAYAS, DENTEL et THEVENET

Nos références: SPJ / EJIN / 2010 / 5498.35 / luer

RAPPORT

✠ **objet :**

rapport final sur l'exécution de la Commission Rogatoire Internationale réf. .0602792012 / .JIRSAF 08/1 du 07 octobre 2008 émise par Mme Françoise DESSET, Vice-président chargé de l'instruction au Tribunal de Grande Instance de Paris, auprès de la Cour d'Appel, nous transmise une première fois en date du 19 janvier 2009

✠ **instruction menée à l'encontre de :**

MENAYAS Gérard Philippe, né le 18 mars 1947 à Charenton Le Pont (F)
DENTEL Jean Pierre, né le 19 mai 1954 à Dakar (Senegal)
THEVENET Claude, né le 19 janvier 1950 à Nice (F)

✠ **du chef de faits susceptibles de recevoir en droit luxembourgeois la qualification pénale :**

d'abus de biens sociaux, corruption privée, recel d'abus de biens sociaux

Annexes :

1	07/10/2008	Demande d'entraide judiciaire réf. .0602792012 / JIRSAF 08/1 émise par Mme Françoise DESSET, Vice-président chargé de l'instruction au Tribunal de Grande Instance de Paris, auprès de la Cour d'Appel et sa complémentaire N° 2
2	30/10/2008	Avis favorable du Parquet Général du Grand-duché de Luxembourg
3	19/01/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (Eurolux Gestion S.A. 2) auprès de la société Eurolux Gestion SA, au 41, avenue de la Gare (2 originaux non-exécutés)
4	19/01/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (Eurolux Gestion S.A. 1) auprès de la société Eurolux Gestion SA, au 1 Place du Théâtre
5	19/01/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (Heine S.A. 2) auprès de la société Société de Développement International HEINE SA, au 41, avenue de la Gare (2 originaux non-exécutés)
6	19/01/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (Heine S.A. 1) auprès de la Société de Développement International HEINE SA, au 1 place du Théâtre
7	19/01/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (dom. Boivin) au domicile de M. Jean-Marie BOIVIN
8	19/01/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (Contest Int. s.à.r.l.) auprès de la société CONTEST INTERNATIONAL s.à.r.l.
9	19/01/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (Eich Gestion S.A.) auprès de la société EICH GESTION S.A.
10	19/01/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (Vorn S.A.) auprès de la société VORN S.A.
11	19/01/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (BGL) auprès de la banque BGL S.A.
12	19/01/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (Dresdner Bank) auprès de la DRESDNER BANK Luxembourg S.A.
13	19/01/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (Dexia) auprès de la DEXIA Banque Internationale à Luxembourg S.A.
14	19/01/2009	Transmis du Juge d'Instruction à la Police Judiciaire
15	27/01/2009	Procès-verbal de notification, de perquisition et de saisie : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.14 / gial auprès de la société CONTEST INTERNATIONAL s.à.r.l. domiciliée chez la Fiduciaire de Gestion et de Domiciliation
16	27/01/2009	Procès-verbal de notification, de perquisition et de saisie : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.15 / luer auprès de la société EUROLUX GESTION S.A.
17	27/01/2009	Procès-verbal de notification, de perquisition et de saisie : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.16 / luer auprès de la SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL HEINE SA
18	27/01/2009	Procès-verbal de notification et de perquisition : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.18 / luer auprès de la société EICH GESTION SA
19	27/01/2009	Procès-verbal de notification et de perquisition : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.17 / luer auprès de la société VORN SA
20	27/01/2009	Procès-verbal de notification et de saisie négative : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.21 / DOYV auprès de la DEXIA Banque Internationale à Luxembourg
21	27/01/2009	Procès-verbal de notification : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.23 / DOYV auprès de la banque BGL SA
22	27/01/2009	Procès-verbal de notification : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.19 / DOYV auprès de la DRESDNER BANK Luxembourg SA
23	27/01/2009	Transmis urgent du Juge d'Instruction à la Police Judiciaire avec annexes
24	27/01/2009	Procès-verbal de notification, de perquisition et de saisie négative : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.13 / luer au domicile de M. BOIVIN Jean-Marie à Strassen
25	28/01/2009	Audition de M. Yves SCHMIT
26	28/01/2009	Audition de Mme Karin BITTLER
27	29/01/2009	Audition de M. Paul LUX
28	29/01/2009	Procès-verbal de saisie : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.20 / luer auprès de la DRESDNER BANK Luxembourg SA
29	29/01/2009	Procès-verbal de notification et de saisie : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.28 / luer auprès de l'étude ARENDT & MEDERNACH (curateur de EUROLUX GESTION SA)
30	30/01/2009	Procès-verbal de perquisition, de saisie et de saisie coffre-fort : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.29 / luer auprès de la BGL SA (agence Gare)
31	30/01/2009	Procès-verbal de saisie : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.30 / luer auprès de la BGL SA
32	11/02/2009	Audition de Me René FALTZ
33	25/03/2009	Ordonnance de perquisition et de saisie RACE 2008/278 (Etude FALTZ) auprès de l'Etude d'Avocats de Me René FALTZ
34	25/03/2009	Transmis du Juge d'Instruction à la Police Judiciaire
35	27/03/2009	Procès-verbal de notification, de perquisition et de saisie : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.32 / luer auprès de l'étude de Me René FALTZ
36	14/04/2009	Procès-verbal de saisie : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.33 / luer auprès de la BGL SA
37	16/04/2009	Procès-verbal de saisie additionnelle : N° SPJ / EJIN / 2009 / 5498.34 / luer auprès de la DRESDNER BANK Luxembourg SA
38		Récapitulatif des opérations du compte de la DRESDNER BANK
39		Impression et copies de certains documents intéressants retrouvés sans la saisie.

~~57075/5~~

① 1644/3

Les soussignés LUDWIG Eric – 1^{er} commissaire principal – OPJ et GIANNINI Alexandra, – 1^{er} commissaire principal – OPJ, tous deux membres de la section Entraide Judiciaire Internationale du Service de Police Judiciaire, rapportent dans l'affaire susmentionnée ce qui suit :

Il est à remarquer de prime abord que le présent dossier a été exécuté en présence de :

- M. Hugues PEYRONET – capitaine -
- M. Laurent CHAPON – lieutenant -

de la police française tel qu'autorisé dans le transmis du 19 janvier 2009.

Le présent rapport est subdivisé en **5 parties principales** :

- les perquisitions à l'adresse 1, place du théâtre,
- les autres perquisitions physiques,
- les perquisitions bancaires,
- les auditions effectuées,
- l'exploitation sommaire des données saisies,
- les conclusions.

1) Perquisitions à l'adresse 1, place du théâtre

Des ordonnances pour 4 sociétés différentes avaient été émises à l'adresse 1, place du théâtre, L-2613 Luxembourg :

- EUROLUX GESTION SA,
- SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL HEINE SA,
- VORN SA,
- EICH GESTION SA.

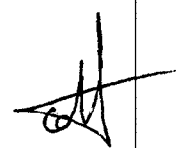
A) Notification et exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (Eurolux Gestion S.A. 1.) auprès de la société EUROLUX GESTION SA

Il est à remarquer que la société EUROLUX GESTION SA (ci-après EUROLUX) est en faillite par jugement du 01/12/2006 et que Me Mélissa WALKER en est le curateur.

Cependant une perquisition a été faite à l'ancien siège de EUROLUX pour s'assurer qu'il ne reste plus de documents sur place.

Le problème à l'adresse était de déterminer chez qui la société EUROLUX était domiciliée. Il existait à l'adresse un panneau de :

- l'étude MEYER-TURK,
- l'étude André HARPES,
- COMPTABILUX.



D1025/19

Comme les administrateurs de COMPTABILUX apparaissaient aussi en tant que administrateurs de la société EUROLUX il a été décidé de s'adresser à cette dernière en premier.

L'objet social de la société COMPTABILUX était :

« La société a pour objet la prestation de tous services d'agent ou de mandataire commercial et industriel, soit qu'elle se porte elle-même contrepartie, soit qu'elle n'agisse que comme déléguée ou intermédiaire. La société pourra aussi prêter tous services de bureau généralement quelconques pour le compte de tiers, personnes physiques ou morales, ainsi que la sous-location et la mise à disposition à ces tiers de locaux et d'installations de bureau, à l'exception toutefois des travaux d'expertises comptables. D'une façon générale la société pourra, dans les limites ci-dessus spécifiées, effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui rentrent dans son objet social ou qui sont de nature à en favoriser l'accomplissement ou l'extension »

D 1644/4

Elle a l'autorisation d'établissement de faire des travaux administratifs, cela excluait donc des activités de comptable et des activités de domiciliation.

Le 27 janvier 2009, nous avons sonné au 1^{er} étage chez COMPTABILUX et M. Yves SCHMIT nous a ouvert la porte sur question de savoir où se trouve la société EUROLUX il nous répond qu'elle est domiciliée chez eux.

(SCHMIT Yves, domicilié à 7, rue Dr Robert Koch, L-8049 STRASSEN, né le 14/03/1972 à Luxembourg)

M. SCHMIT nous explique que le gros des documents de EUROLUX sont présents à l'adresse même si un curateur a été nommé. Ceci vient du fait que la comptabilité était faite ici.

En date du **27 janvier 2009**, l'ordonnance de perquisition et de saisie No 2008/278 (Eurolux Gestion SA 1) a été notifiée et exécutée.

Il est à noter que peu après les 3 autres ordonnances ont été notifiées à l'adresse afin de permettre aux enquêteurs de faire les recherches pour les 4 sociétés simultanément et ne pas avoir besoin de recommencer la perquisition pour chaque ordonnance.

Au 1^{er} étage tous les bureaux derrière l'entrée de COMPTABILUX appartiennent à cette dernière selon les dires de M. SCHMIT. Plus tard il nous informe qu'il y a également d'autres sociétés qui y ont leur siège, mais aucune distinction ne pouvait être faite. Aucun panneau ne se trouvait sur les portes et les documents des différentes sociétés se retrouvaient un peu partout dans les locaux sans être séparés de manière aucune.

Lors de la visite des différents locaux dans la maison on nous a aussi montré un bureau au 2^{ème} étage où se trouverait le bureau de domiciliation de Me HARPE. Ce bureau ne fermait pas à clé, était en chantier et ne contenait aucune feuille de papier. Ainsi les 4 sociétés recherchées se trouvaient au 1^{er} étage dans les locaux de COMPTABILUX SA et avaient bien leur siège social auprès de cette dernière.

Une perquisition détaillée a ainsi été faite afin de retrouver tous les documents qui étaient à saisir. Vu le désordre qui régnait dans les locaux il était nécessaire d'ouvrir chaque dossier et de regarder son contenu comme il était impossible de savoir si le

D1095
D16443
75

contenu correspondait à ce qui était à rechercher. Les OPJ de la Police Judiciaire luxembourgeoise ont rassemblé tous les documents pouvant tomber sous les ordonnances et les collègues de la Police française ont fait le tri entre les documents tombant sous l'ordonnance qui étaient nécessaires à l'enquête française et qui ont donc été saisis ultérieurement et les documents tombant sous l'ordonnance mais qui ne les intéressaient pas (dans le cadre de cette enquête) et qui sont restés sur place.

Les témoins sur place nous informent d'un cambriolage qui avait eu lieu et où des documents et de vieux ordinateurs ont été volés mais où ni de l'argent ni les ordinateurs récents n'ont été volés. Ils nous demandent si nous avons quelque chose à faire dans cela. Les soussignés ont seulement pu rassurer M. SCHMIT et Mme BITTLER que ni les soussignés du PV ni d'autres policiers luxembourgeois n'étaient à l'origine de ce cambriolage, que nous on venait avec une ordonnance de perquisition et qu'on n'avait pas besoin de faire un cambriolage. Les témoins pensent tout de même que le cambriolage est lié à cette affaire française sensible.

(BITTLER Karin, domiciliée à 63, rue de Strassen, L-8094 BERTRANGE, née le 10/10/1949 à Horgenzell (All))

Après retour au bureau de la Police, nous avons découvert que les faits avaient eu lieu entre le 23/07/2008 et le 24/07/2008. Des traces exploitables ont été relevées, aucun auteur n'a été identifié jusqu'à présent.

Dans la cadre de la perquisition divers flagrants-délits ont été découverts et le substitut de service M. HARPES (non lié avec l'avocat au même nom de famille) a été contacté et plusieurs affaires luxembourgeoises ont été ouvertes à l'encontre de diverses personnes également impliquées dans la présente affaire.

Les données se trouvant sur les différents ordinateurs et sur le serveur de COMPTABILUX ont été analysés et saisis en partie. Sur le serveur se trouvaient un très grand nombre de données de différentes sociétés domiciliées.

SAISIE :

12 classeurs A4 numérotés de 1-12

2 CD-ROM

(> Détails en annexe 4 & 16 et caisse 1 et 2)

A été joint aux pièces saisies une impression récente du registre de commerce et des sociétés de la société EUROLUX GESTION SA.

B) Notification et exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (Heine S.A. 1) auprès de la société SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL HEINE SA

Vu que la société SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL HEINE SA (ci-après HEINE) a son siège à la même adresse que la société EUROLUX, les mêmes remarques que celles reprises ci-dessus s'appliquent.

En date du **27 janvier 2009**, l'ordonnance de perquisition et de saisie No 2008/278 (Heine SA 1) a été notifiée et exécutée.

~~DA 25/6~~

D 1644/6

SAISIE :

2 classeurs A4 numérotés de 1-2

1 boîte d'archivage

(➤ Détails en annexe 6 & 17 et caisse 3)

A été joint aux pièces saisies une impression récente du registre de commerce et des sociétés de la société SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL HEINE SA.

C) Notification et exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (Vorn S.A.) auprès de la société VORN SA

En date du **27 janvier 2009**, l'ordonnance de perquisition et de saisie No 2008/278 (VORN SA) a été notifiée et exécutée.

Il est important de noter que la société VORN SA a été constituée le 21 septembre 2004 et que la société n'a eu que très peu d'activité. Les enquêteurs français à qui les documents de VORN SA ont été présentés afin de faire le tri des documents à saisir n'ont pas trouvé de documents qui les intéresseraient dans la présente affaire.

Aucune saisie n'a donc été effectuée.

(➤ Détails en annexe 10 & 19)

A été joint aux pièces saisies une impression récente du registre de commerce et des sociétés de la société VORN SA.

(➤ Détails en caisse 3)

D) Notification et exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (Eich Gestion S.A.) auprès de la société EICH GESTION SA

En date du **27 janvier 2009**, l'ordonnance de perquisition et de saisie No 2008/278 (Eich Gestion SA) a été notifiée et exécutée.

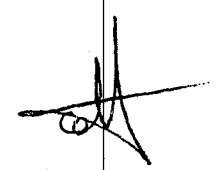
Il est important de noter que la société EICH GESTION SA (ci-après EICH) a été constituée le 29 janvier 2004 et que la société n'a eu que très peu d'activité. Les enquêteurs français à qui les documents de EICH ont été présentés afin de faire le tri des documents à saisir n'ont pas trouvé de documents qui les intéresseraient dans la présente affaire.

Aucune saisie n'a donc été effectuée.

(➤ Détails en annexe 9 & 18)

A été joint aux pièces saisies une impression récente du registre de commerce et des sociétés de la société EICH GESTION SA.

(➤ Détails en caisse 3)



D4075/7

2) Autres perquisitions physiques

Des ordonnances ont été exécutées à d'autres lieux :

- Domicile de M. BOIVIN Jean-Marie,
- CONTEST INTERNATIONAL Sàrl,
- Etude de Me René FALTZ,
- Etude de Me Mélissa WALKER,
- Ancien siège de EUROLUX,
- Ancien siège de HEINE.

D 1644/7

A) Notification et exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (BOIVIN) au domicile de M. J-M. BOIVIN à Strassen

Lors de différentes reconnaissances à l'adresse 130, route d'Arlon à L-8008 Luxembourg, il n'était pas possible de déterminer quel appartement était celui où M. BOIVIN devait résider. Il s'agissait d'une grande maison à appartements. Cependant un appartement au 3^{ème} étage avait sur la sonnette le nom d'une personne qui avait quitté la commune de Strassen environ au même moment que M. BOIVIN avait été immatriculé à Strassen.

Il a été sonné à cette porte le 27 janvier 2009 à 06.30 mais il ne s'agissait que d'une personne qui avait trouvé plus pratique de se faire immatriculer à son bureau plutôt qu'à son domicile et qui n'avait donc pas pu être connue de nos services avant. En plus il avait percé les murs entre deux appartements sans autorisation ce qui ne nous avait pas permis d'identifier le voisin.

Ce ne fut que lorsque les collègues français sur place ont pris contact avec une équipe de policiers qui faisait une perquisition à Paris dans un appartement utilisé parfois par M. BOIVIN que celui-ci fut trouvé et on put nous informer de quel appartement il s'agissait. Il n'y avait personne dans cet appartement et la porte était fermée.

Un serrurier a alors été appelé sur les lieux qui est arrivé à 08.00 heures. Comme la porte avait deux serrures de sécurité celui-ci nous informa qu'il aurait besoin de +- 1h1/2 pour ouvrir la porte et qu'il aurait besoin du renfort d'un collègue et que la porte serait fortement endommagée.

Il a donc été décidé de commencer les autres perquisitions prévues la journée et d'essayer de retrouver une clé de l'appartement en cours de route. Ceci était possible comme M. BOIVIN avait été retrouvé en France. Une réquisition pour le serrurier a donc été écrite pour son déplacement uniquement.

Lors de la perquisition à l'adresse 1, place du théâtre, M. Yves SCHMIT nous remet une clé de l'appartement de Strassen. La société MORGAN K.I.B SA domiciliée chez COMPTABILUX était en fait propriétaire de l'appartement qui était loué à M. BOIVIN. M. SCHMIT avait un double des clés dans son véhicule.

Le 27 janvier 2009, à 09.45 heures la perquisition a donc été commencée dans l'appartement en présence de deux témoins fonctionnaires communaux de la commune de Strassen.

DA075/18
D1644/18

L'appartement était meublé mais non habité. Il était indéniable qu'il s'agissait d'une adresse de complaisance et que M. BOIVIN n'a jamais habité à cette adresse mais semble-t-il en France. Le commissariat de Proximité de la Police a été informé de cet état de fait et lui a été demandé de faire en sorte que M. BOIVIN ne soit plus immatriculé à cette adresse.

Aucun document tombant sous l'ordonnance n'a pu être découvert à l'adresse.

La réquisition pour le déplacement du serrurier est jointe en annexe du PV repris en annexe 24 de la présente.

(> Détails en annexe 7 & 24)

B) Notification et exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (CONTEST Int. s.à r.l.) auprès de la société CONTEST INTERNATIONAL Sàrl

La société CONTEST INTERNATIONAL Sàrl est domiciliée chez la FIDUCIAIRE DE GESTION ET DE DOMICILIATION.

En date du **27 janvier 2009**, l'ordonnance de perquisition et de saisie No 2008/278 (Contest Int. Sàrl) a été notifiée et exécutée.

SAISIE :

5 classeurs A4 numérotés de 1-5

(> Détails en annexe 8 & 15 et caisse 7)

C) Notification et exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (Etude FALTZ) auprès de l'Etude d'Avocats de Me René FALTZ

En date du **27 mars 2009**, l'ordonnance de perquisition et de saisie No 2008/278 (Etude FALTZ) a été notifiée et exécutée en présence de :

- Mme Doris WOLTZ – Juge d'Instruction-directeur – et de sa greffière
- M. Guy BREISTROFF – représentant du Parquet –
- Me KAUFFMAN Jean – bâtonnier de l'ordre des avocats

à l'étude d'Avocats de Me René FALTZ, en présence de Me FELGEN.

Un certain nombre de documents se trouvaient à l'adresse actuelle de l'étude, d'autres documents (archives) ont été acheminés de l'ancienne adresse et saisis à la présente adresse.

Il est spécifiquement fait référence à la farde saisie sous le numéro 11. Il s'agit d'une circulaire de la CSSF (00/21) et de copies de deux pages manuscrites du 23/03/2003 où Me FALTZ a eu contact avec M. BOIVIN et une autre personne et où il a demandé indirectement au client de partir de chez lui en faisait référence à la circulaire de la CSSF.

Les documents saisis sont en partie des doublons avec des pièces déjà saisies, mais vu le volume de la saisie et vu qu'il existe souvent différentes versions d'un même document, il a été demandé à Me FALTZ s'il voyait un problème à ce que tous les documents restent saisis.

En date du 14 janvier 2010 à 09.35h le soussigné a contacté Me FALTZ pour l'informer de ces faits. Il nous a informé que cela ne le dérangeait pas et qu'il n'avait de toute façon plus besoin des ces documents (pas de copies non-plus) qui ne lui prendraient que de la place de stockage. Me FALTZ a déclaré ne pas s'opposer à la transmission de l'intégralité des documents saisis chez lui aux autorités françaises.

Ainsi l'ensemble de la saisie chez Me FALTZ vous est remise avec le présent rapport.

SAISIE :

16 classeurs A4 numérotés

1 farde plastique avec des notes manuscrites

(> Détails en annexe 33 & 35 et caisses 6A et 6B)

D) Notification et exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (EUROLUX GESTION SA 1) auprès de l'Etude d'Avocats ARENDT & MEDERNACH, Me WALKER

En date du **29 janvier 2009**, l'ordonnance de perquisition et de saisie No 2008/278 (Eurolux Gestion SA 1) a été notifiée et exécutée chez Me Melissa WALKER, curateur de la faillite de la société EUROLUX GESTION SA, à l'étude ARENDT & MEDERNACH à Luxembourg.

SAISIE :

1 classeur A4

1 farde de divers papiers regroupés

(> Détails en annexe 4 & 29 et caisse 2)

A été joint aux pièces saisies une impression récente du registre de commerce et des sociétés de la société EUROLUX GESTION SA.

E) Non-exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (EUROLUX Gestion S.A. 2) auprès de la société EUROLUX GESTION SA à l'adresse 41, avenue de la Gare

Avant le début des perquisitions, le soussigné a fait diverses reconnaissances à l'adresse 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg. Il ne lui a pas été possible de retrouver un signe de la société recherchée, ni de sociétés liées ou de domiciliataires qui pourraient encore être en possession de documents à rechercher dans la présente affaire. Cette adresse était en fait un ancien siège de l'étude de Me FALTZ, les documents y relatifs sont saisis avec le PV fait en l'étude actuelle de Me FALTZ.

Il a donc été décidé d'exécuter en premier les perquisitions à l'adresse 1, place du Théâtre et de voir ensuite s'il était possible de déterminer où on pourrait encore trouver d'autres documents liés à la présente affaire. Vu que la société recherchée a été retrouvée aussi bien à son dernier siège social au 1, place du Théâtre que chez son curateur et qu'aucune trace ne nous menait vers l'adresse du 41, avenue de la Gare, il a été décidé de ne pas exécuter la présente ordonnance qui vous est donc renvoyée en deux exemplaires.

(> Détails en annexe 3)

D 1644/10
D 1644/10

F) Non-exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (Heine S.A. 2) auprès de la SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL HEINE SA à l'adresse 41, avenue de la Gare

Avant le début des perquisitions, le soussigné a fait diverses reconnaissances à l'adresse 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg. Il ne lui a pas été possible de retrouver un signe de la société recherchée, ni de sociétés liées ou de domiciliataires qui pourraient encore être en possession de documents à rechercher dans la présente affaire. Cette adresse était en fait un ancien siège de l'étude de Me FALTZ, les documents y relatifs sont saisis avec le PV fait en l'étude actuelle de Me FALTZ.

Il a donc été décidé d'exécuter en premier les perquisitions à l'adresse 1, place du Théâtre et de voir ensuite s'il était possible de déterminer où on pourrait encore trouver d'autres documents liés à la présente affaire. Vu que la société recherchée a été retrouvée à son dernier siège social au 1, place du Théâtre et que aucune trace ne nous menait vers l'adresse du 41, avenue de la Gare, il a été décidé de ne pas exécuter la présente ordonnance qui vous est donc renvoyée en deux exemplaires.

(➤ Détails en annexe 5)

3) Les perquisitions bancaires

Des ordonnances pour 3 banques avaient été émises :

- BGL SA,
- DRESDNER BANK SA,
- DEXIA BIL SA.

A) Notification et exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (BGL) auprès de la banque BGL SA

Il est à noter que la BGL (Banque Générale du Luxembourg) a changé de nom à plusieurs reprises, en s'appelant provisoirement FORTIS BANQUE Luxembourg, puis elle a repris le nom de BGL pour s'appeler actuellement BGL BNPPARIBAS SA.

En date du **27 janvier 2009**, l'ordonnance de perquisition et de saisie No 2008/278 (BGL SA) a été notifiée à la BGL SA.

Vu le nombre de noms à rechercher, la BGL a promis de nous informer ultérieurement du résultat de la recherche.

(➤ Détails en annexe 11 & 21)

Peu après la BGL nous contacte téléphoniquement pour nous informer qu'un coffre-fort a été identifié qui n'avait pas été détecté de suite. Il s'agit du coffre N°469 à l'agence Gare.

Le **30 janvier 2009**, à la BGL agence Gare (Luxembourg) a été ouvert le coffre-fort identifié, No 469 appartenant à M. Jean-Marie M. BOIVIN.

SAISIE :

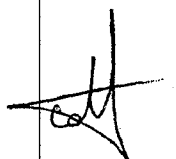
1 enveloppe A4 contenant une autre enveloppe avec une lettre

~~D-1035/11~~
D 1644/11

(> Détails en annexe 30)

En annexe 1 du PV se trouve copie de la réquisition d'un serrurier pour ouvrir le coffre-fort.

Par mesure de sécurité, vu le contenu de la lettre, une copie scannée de la lettre est directement reprise ci-dessous. Il semble s'agir du dernier paiement dans le cadre d'une grande affaire de corruption, où une entreprise publique française DCN(l) fait un dernier paiement de plus de 13 Mio d'€ à un intermédiaire, le document est daté et signé par des protagonistes et pourrait avoir été placé ici pour servir de monnaie d'échange ou de garantie à M. BOIVIN par rapport à ses anciens patrons.



D1035/112

D1644/12

FINAL SETTLEMENT

Acting in his own name and on behalf of Mr Wang Chuan Pu (Andrew), CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd jointly and severally, the undersigned Mr Chia Hsing (Bruno) Wang duly empowered, declares, warrants and undertakes the followings :

Whereas a series of agreements ("the Agreements") have been entered into between DCN International (or its agent or representative or any other company from which DCN International has derived some rights to act, and assumed obligation to act) and Mr Wang Chuan Pu (Andrew), CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd relating to services to be rendered in relation to the sale or potential sale of any products manufactured or supplied directly or indirectly by DCN International all over the world. Whereas Mr Wang Chuan Pu (Andrew), CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd claimed against DCN International for some payments related to the Agreements and that such claims have been denied by DCN International, and whereas, following negotiations Mr. Wang Chuan Pu (Andrew), CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd have accepted to reduce the initial amount of their claims.

1. Subject to the receipt by CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd or BULEVERD COMPANY Ltd, as endorsee, no later than September 2009, the 28th of the sum of thirteen million eight hundred seventy two thousand and eight hundred sixty one (13.872.861) euros from DCN International as full and final settlement of any and all claims made by Mr Wang Chuan Pu (Andrew), CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd against DCN and DCN International, Mr Wang Chuan Pu (Andrew), CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd hereby waive, dismiss and withdraw all their claims for the past and future and any and all civil, commercial or criminal actions against DCN International or DCN or any of their representatives or agents, affiliated or related companies whatsoever or against any companies that DCN International or DCN represented vis-à-vis Mr Wang Chuan Pu (Andrew), CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd relating directly or indirectly to the Agreements existing between DCN International on one hand and Mr Wang Chuan Pu (Andrew), CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd on the other hand. All Agreements, undertakings, contracts whatsoever and without exception shall become null and void at the date hereof.

It is expressly understood that the herein above waiver, dismissal and withdrawal is binding and benefits to any Affiliates, Subsidiaries or Related Companies. For the purpose of this Final Settlement « Affiliates, Subsidiaries or Related Companies » shall mean :

- Any company which all or part of capital and voting rights are owned directly or indirectly by DCN International
- Any company owning directly or indirectly all or part of the capital and voting rights of DCN International.

2. Mr Chia Hsing Wang (Bruno) acting on his own name and on behalf of Mr. Wang Chuan Pu (Andrew) and Mrs Wang, CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd undertake to keep strictly confidential the existence and content of this Final Settlement.

Vu
[Signature]

[Signature]

D4075/13

D1644/13

2

3. Mr Chia Hsing Wang (Bruno) acting on his own name and on behalf of Mr. Wang Chuan Pu (Andrew), CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd declares, represents and warrants that it has full rights, power and authorization to enter into this Final Settlement and that there has been no assignment or transfer of any claim or cause of action or other transfer of any interest in any claim referred to in this Final Settlement.
4. Once the Bank of CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd or BULEVERD COMPANY Ltd, as endorsee, has confirmed to Mr Chia Hsing Wang acting on behalf of Mr. Wang Chuan Pu (Andrew), CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd the payment referred in article 1 herein above, Mr Chia Hsing Wang acting on behalf of Mr. Wang Chuan Pu (Andrew) and of CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd shall destroy the Agreements.
5. Mr Chia Hsing Wang (Bruno) acting on behalf of Mr. Wang Chuan Pu (Andrew), CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd hereby agree that in their relation with DCN International and DCN:
 - this Final Settlement shall be governed in accordance with the laws of France and shall be construed as a "transaction" in accordance with the provisions contained in Sections 2044 et seq. of the French Civil Code,
 - any dispute arising from or relating to this Final Settlement shall be submitted to an arbitration tribunal composed of three arbitrators in accordance with the International Chamber of Commerce Rules of arbitration. The venue of the arbitration tribunal shall be Paris (France).
6. This Final Settlement shall enter into force upon receipt by CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd or BULEVERD COMPANY Ltd, as endorsee, of the full amount referred herein above

Signed in Zurich on September 2000, the 28 th, in one single original given to DCN International.

Mr Chia Hsing Wang (Bruno), acting for Mr. Wang Chuan Pu (Andrew) and on behalf of CATHAY ENTERPRISE COMPANY Ltd and BULEVERD COMPANY Ltd jointly and severally.

Vn
7

Cette pièce fait référence au dernier paiement de DCN(I) à M. WANG pour un montant de 13.872.861€, paiement qui est également découvert dans les extraits bancaires de la DRESDNER BANK (voir ci-dessous).

(> Détails en caisse 5 dans une enveloppe Police scellée)

D 1075 / 14

Le **30 janvier 2009**, le soussigné s'est rendu au siège de la BGL afin de saisir les relevés de compte des comptes identifiés. Les pièces justificatives n'étant pas encore disponibles.

D 1644 / 14

SAISIE :

1 classeur A4 intitulé AS2764

(> Détails en annexe 31 et caisse 5)

Le **14 avril 2009**, le soussigné s'est rendu au siège de la BGL afin de saisir les pièces justificatives manquantes dans les saisies précédentes.

SAISIE :

3 feuilles récapitulatives (en annexe du PV)

2 classeurs A4 intitulés AS2764, 1 & 2

(> Détails en annexe 36 et caisse 5)

B) Notification et exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (DRESDNER BANK) auprès de la banque DRESDNER BANK SA
--

En date du **27 janvier 2009**, l'ordonnance de perquisition et de saisie No 2008/278 (DRESDNER BANK) a été notifiée à la DRESDNER BANK SA.

(> Détails en annexe 12 & 22)

Vu le nombre de noms à rechercher, la banque a promis de nous informer ultérieurement du résultat de la recherche.

En date du **29 janvier 2009**, une première saisie a été effectuée. Des comptes sont ouverts au nom et pour compte de HEINE, EICH et VORN, le compte de EUROLUX GESTION est clôturé au 21/05/2007. Aucun coffre n'a été identifié. La banque continuera à rechercher d'autres documents demandés.

SAISIE :

5 classeurs A4 numérotés de 1-5

(> Détails en annexe 28 et caisse 4)

En date du **16 avril 2009**, une deuxième saisie a été effectuée.

SAISIE :

2 classeurs A4 numérotés de 1-2

(> Détails en annexe 37 et caisse 4)

Lors de la saisie du 16 avril 2009 il avait été remarqué dans le PV que : « après vérification sommaire des documents présentés par la banque, le soussigné Eric LUDWIG constate que les documents fournis par la banque, notamment par le compliance de la DRESDNER BANK semblent incomplets ». La banque a fait les contrôles et a contacté le soussigné Eric LUDWIG au courant de l'été 2009 pour lui dire qu'elle n'avait pas d'autres documents en sa possession. En date du 18 janvier 2010 le soussigné a encore une fois contacté le compliance de la DRESDNER BANK avec son compliance officer M. KOGGE pour redemander s'ils n'avaient vraiment pas d'autres documents en leur possession. M. KOGGE est affirmatif, aucun autre document de cette époque n'a pu être retrouvé ni au compliance ni autre part dans la banque. Il n'est d'ailleurs pas sûr que d'autres documents aient

DAD35/15

existé. Le soussigné est cependant étonné de constater que la DRESDNER BANK n'aurait vraiment pas conservé d'autres documents sur cette affaire, notamment des demandes de renseignements sur les opérations très importantes que le client a fait passer par leurs comptes ou des rapports internes sur ces activités.

D 1644/15

C) Notification et exécution de l'ordonnance RACE 2008/278 (DEXIA) auprès de la banque DEXIA SA

En date du **27 janvier 2009**, l'ordonnance de perquisition et de saisie No 2008/278 (DEXIA) a été notifiée à la DEXIA Banque Internationale à Luxembourg. Aucun nom se trouvant sur l'ordonnance n'a été identifié par la banque.

(> Détails en annexe 13 & 20)

4) Auditions effectuées

Les auditions suivantes ont été effectuées :

- M. Yves SCHMIT,
- Mme Karin BITTLER,
- M. Paul LUX,
- Me René FALTZ.

Il était demandé d'entendre M. PÜNNEL Alain, né le 12 juin 1976 ancien employé BGL.

M. PÜNNEL ne travaille plus à la BGL, il a été contacté téléphoniquement mais nous informe qu'au moment des faits il travaillait dans le guichet de la BGL agence centre et avait uniquement des clients de passage, il n'avait pas de clients attirés. Il ne se souvient nullement d'un M. THEVENET. La société CONTEST INTERNATIONAL ne lui dit plus rien non-plus. Il se souvient vaguement qu'un M. LUX était client chez eux et qu'il avait une fiduciaire dont il ne se souvient pas du nom ni d'autres détails. Vu que les faits recherchés datent d'il y a 6 à 10 ans, il explique qu'il ne s'en souvient malheureusement plus.

Vu ces faits il a été fait abstraction d'entendre M. PÜNNEL.

Il était également demandé d'entendre Mme HESS Michaela Erika, née le 20 février 1975 qui travaille encore actuellement à la BGL.

Contactée téléphoniquement, elle nous déclare se souvenir du nom d'un M. THEVENET, mais ne sait pas dans quelles circonstances. Elle ne se rappelle pas du nom de LUX Paul. La société CONTEST INTERNATIONAL lui est inconnue.

Elle nous renvoie vers les documents qui ont été saisis antérieurement à la BGL et déclare ne pas avoir d'autres souvenirs et sûrement pas de souvenirs liés à des opérations spécifiques faites sur des comptes.

Vu ces faits il a été fait abstraction d'entendre Mme HESS.

21075/16

A) Audition de M. Yves SCHMIT

Le 28 janvier 2009 M. SCHMIT, administrateur de EUROLUX et de HEINE a été entendu. Il est également administrateur de COMPTABILUX et faisait également la comptabilité pour EUROLUX et HEINE. En résumé il se dit simple exécutant pour ces différentes sociétés.

M. SCHMIT a été entendu en présence des enquêteurs français.

Pour de plus amples détails veuillez vous référer à l'annexe.

(> Détails en annexe 25)

D 1644/16

B) Audition de Mme Karin BITTLER

Mme BITTLER est administrateur de EUROLUX et de HEINE. Elle est également administrateur de COMPTABILUX qui s'occupait de la comptabilité des sociétés recherchées à l'adresse.

Il semble clair que ni Mme BITTLER ni M. SCHMIT n'ont fait de gros efforts pour se souvenir des détails de HEINE et de EUROLUX. Ils en étaient si longtemps les administrateurs, comptables ou contacts qu'il est quasiment impossible qu'ils n'aient pas d'autres souvenirs.

(> Détails en annexe 26)

C) Audition de M. Paul LUX

Il nous déclare notamment que M. Claude THEVENET a été à l'origine de la création de CONTEST INTERNATIONAL Sàrl.

Il semble peu au courant des affaires de la société CONTEST INTERNATIONAL Sàrl. Il n'a pas eu de pouvoir de signature pour la société domiciliée et encodait simplement les factures lui remises par M. THEVENET et M. MAUCHAND (selon ses dires).

(> Détails en annexe 27)

D) Audition de Me René FALTZ

En date du 11 février 2009 Me FALTZ a été entendu. Il était le domiciliataire des sociétés EUROLUX ET HEINE. Il a rédigé (sur ordre) un bon nombre de documents juridiques pour ces sociétés.

Il a cessé, selon ses dires, les relations avec les personnes en cause dans le présent dossier parce que « le dossier ne me paraissait pas transparent à 100% ». Il a attiré l'attention des protagonistes sur la directive de l'OCDE quant à la corruption de fonctionnaires et politiciens. La réponse des protagonistes était qu'il s'agissait uniquement de consulting et de lobbying. Il paraissait clair que Me FALTZ ne croyait guère à cette explication.

~~D4075/17~~

Me FALTZ est sûrement la personne au Luxembourg qui a le plus d'informations sur la présente affaire. Il est évident qu'il ne va pas révéler les secrets dont il doit avoir connaissance. Il faut se souvenir qu'il a rédigé les contrats, conventions, a été présent lors des assemblées, réunions avec M. BOIVIN.

(> Détails en annexe 32)

D 1644/17

5) Exploitation sommaire des données saisies

L'exploitation sommaire se divise en deux parties :

- l'exploitation des opérations sur les comptes bancaires des sociétés HEINE et EUROLUX à la DRESDNER BANK,
- l'exploitation de certains documents retrouvés dans les pièces saisies.

PS : l'exploitation n'est malheureusement que sommaire étant donné la charge de travail qui pèse sur les soussignés et les informations limitées disponibles au Luxembourg.

A) Exploitation des opérations sur les comptes auprès de la DRESDNER BANK

Vu le volume et l'importance des documents saisis, il a été demandé à la Cellule d'Analyse et d'Appui (CAA) du Service de Police Judiciaire de faire une exploitation des documents par rapport aux opérations qu'il y a eu sur les comptes.

En annexe 38 de la présente, vous trouverez l'impression des résumés des entrées et sorties de fonds des comptes bancaires compilés à partir des relevés de la DRESDNER BANK et à partir de factures retrouvées.

Ainsi pour la société **HEINE**, les fonds qui sont entrés (principalement de DCN(I)) et les sorties de fonds vers des offshores sont :

Année	Entrées	Sorties
1994-1995	30'380'560	30'252'749
1996	9'482'365	8'106'426
1997	8'708'635	8'164'209
1998	8'046'385	9'752'178
1999	2'984'751	5'431'186
TOTAL	59'602'696	61'706'748

Toutes les devises ont été converties en EUR

Ainsi entre 1994 et 1999, **+60.000.000€** ont transité de DCNI (société nationalisée française) par HEINE (Luxembourg) vers d'autres offshores pour être ensuite continuées vers des intermédiaires lors de la vente de matériel militaire.

Des années 2000 à 2004, un peu plus de **16.000.000€** sont entrés de DCNI et sont ressortis presque entièrement vers des offshores. Y compris un paiement du 13.872.861€ à MULDERG LIMITED. Cette somme correspond à l'€ près à la somme reprise dans le « final settlement » repris ci-dessus.

D1644/18

En total pour HEINE il semble donc que de 1994 à 2004, **+76.000.000€** ont transité par le Luxembourg. Il semble exclu, vu le montant, qu'il s'agissait uniquement de consultation (voir aussi le paiement de 13 Mio d'€ à M. WANG) mais qu'il ne s'agissait de rien d'autre que de corruption par l'intermédiaire d'une société luxembourgeoise faisant écran, de la part d'une entreprise française (DCN(I)) vers les pays où elle convoitait des marchés.

D1644/18

A partir de fin 1999 la société **EUROLUX GESTION** a également fait son apparition.

Il ressort du tableau récapitulatif que de début 2000 à fin 2004, soit en 5 ans, la somme de 4'228'026,60€ est entrée par la DCNI, et qu'il y a eu des encaissements de chèques pour un montant de 2'880'591,97€, cela explique le gros des entrées totales de +8.500.000€. Ces sommes sont réparties à différents fournisseurs. Bien que les sommes soient importantes, il se pourrait qu'il s'agisse ici uniquement de paiements d'études de marché de mise en relation, de collecte d'informations etc sans qu'il s'agisse de corruption. Mais pour s'en assurer il faudrait des commissions rogatoires dans les pays destinataires de ces sommes pour voir quel a été l'emploi effectif de ces sommes et qui en est le bénéficiaire effectif.

B) Exploitation de certains documents retrouvés dans les pièces saisies

- 1) En annexe 39 de la présente, vous trouverez l'impression de certains documents saisis qui semblent intéressants pour l'enquête

Un document repris sous le **N°1** fait état de l'historique de la création et du fonctionnement des sociétés HEINE et EUROLUX. Selon ce document, les accords sur la création des sociétés semblaient venir directement de M. le Premier Ministre BALLADUR et de M. le Ministre des finances Nicolas SARKOZY.

Il est intéressant de voir que le 29/09/2000 on parle de l'entrée en vigueur de la convention OCDE en France sur la corruption de fonctionnaires. Pourquoi mentionner un tel texte dans un résumé sur la vie de deux sociétés si pas au moins un des buts de ces sociétés n'était pas de permettre, en servant d'intermédiaire entre l'Etat français et des décideurs étrangers, de corrompre des fonctionnaires étrangers. En 1995 des références font croire à une forme de rétro-commission pour payer des campagnes politiques en France. Nous soulignons qu'Edouard BALLADUR était candidat à l'élection présidentielle en 1995 face à Jacques CHIRAC et était soutenu par une partie du RPR dont M. Nicolas SARKOZY et Charles PASQUA.

On constate qu'en 2003 une nouvelle filière est mise en place à Bruxelles pour continuer les affaires qui ne sont plus traitées par le Luxembourg.

Un document repris sous le **N°2** fait état d'un courrier adressé à M. Nicolas SARKOZY, Ministre de l'Intérieur le 29 novembre 2006 où on lui demande des instructions par rapport à la démarche à suivre concernant le risque de liquidation judiciaire de la société HEINE. Il est du moins étonnant de poser une telle question à un ministre français.



D10751/19

Concernant le document repris sous le N°3 un article du Journal Le Monde du 14 novembre 2008 fait état dans la cadre de l'affaire Clearstream 2 que François PEROL était accusé par l'informaticien Imad LAHOUD de lui avoir organisé une rencontre avec Nicolas SARKOZY ce que celui-ci dément.

D 1644/19

Un document repris sous le N°4 à l'entête de HEINE demande un rendez-vous en 2007 à Mme M. ALLIOT-MARIE, Ministre de la Défense.

Un document repris sous le N°5 montre des liens vers le dossier Clearstream, un annuaire papier de 4.000 pages répertoriant quelques 31.000 noms d'organismes bancaires et quelques personnalités leur est transmis en date du 10 décembre 2004 de Bruxelles à la société EUROLUX.

Dans un document repris sous le N°6 on indique que la liste Clearstream émanant des milieux judiciaires avait été adressé à EUROLUX début juillet 2004.

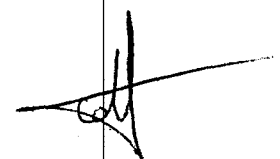
Un document repris sous le N°7/8 adressé à M. le Président de la République française M. J. CHIRAC, en date du 26 avril 2006 lui demande des instructions par rapport à la démarche à suivre.

Un document repris sous le N°9 est une note d'honoraires et de frais pour un avocat à la cour. Après quelques recherches il appert vite qu'il s'agit de Me Thierry Jean-Pierre, également Juge d'Instruction en France. Il est du moins étonnant de constater que l'auteur du livre « Taiwan Connection », qui dénonce le scandale des frégates Taïwanaises, ait reçu de l'argent des entités mises en place afin de permettre cette corruption. C'est en plus lui qui luttait contre le classement secret défense des pièces du dossier.

Un document repris sous le N°10, point 4. semble indiquer que M. le Juge d'Instruction Renaud Van Ruymbeke se serait lancé sur une piste sur initiative des protagonistes de cette affaire.

En résumé ces documents semblent donner l'image suivante :

La société DCN produit et vend du matériel militaire par une succursale DCNI qui exporte ce matériel à travers le monde. La DCNI transfère de fortes sommes d'argent vers le Luxembourg sur le compte de la société HEINE ou de la société EUROLUX dont le bénéficiaire économique est l'Etat français. Ces sociétés luxembourgeoises continuent l'argent vers des sociétés à l'île of Man. Lorsque de nouvelles lois sur la corruption entrent en vigueur l'activité est changée de suite. Les instructions pour la continuation des affaires de HEINE et d'EUROLUX sont demandées auprès des plus hauts dirigeants français. La lettre reprise en copie ci-dessus confirme parfaitement ces affirmations. Finalement une partie des fonds qui sont passés par le Luxembourg reviennent en France pour le financement de campagnes politiques françaises.



D 10751/20
D 1644/20

2) D'autres éléments intéressants retrouvés dans les dossiers saisis

Pour la société **CONTEST INTERNATIONAL** il ressort que M. THEVENET Claude reçoit beaucoup de remboursements de frais et d'autres rémunérations. L'activité de la société consiste en la rémunération d'intermédiaires pour collecter des informations. Dans les comptes figure la facture du Juge Thierry JEAN-PIERRE. M. THEVENET dirige la société et M. MAUCHAND est rémunéré, de nombreuses affaires avec des mots de code sont traitées.

Concernant **EUROLUX**, les nombreuses factures VISA de +-10.000€/mois témoignant de nombreux voyages. Une facture intéressante ressort :

Facture du 24/10/2003 pour Me FALTZ avec lettre mention « lettre très délicate à Monsieur le Ministre Henri Grethen » et entretiens avec M. le Ministre.

Un grand nombre de commissions payées avec des noms code faisant référence à des ventes ou ventes potentielles de matériel militaire français à des pays étrangers.

Concernant **M. BOIVIN**, quand il est de passage au Luxembourg, il réside au HILTON à Luxembourg et non à son appartement à Strassen.

Il existe un contrat d'assistance daté du 23 novembre 1994 entre **DCNI** et **HEINE** où la rémunération de HEINE est expliquée :

« une commission de 2% du montant des commissions facturées par tout intermédiaire pour le compte de la Société constituera la rémunération des services du Consultant »

De ces fonds importants ont profité à divers degrés, M. BOIVIN, Me FALTZ, Mme BITTLER, M. SCHMIT et d'autres.

Dans tous les nombreux dossiers saisis (sauf dans le courrier retrouvé dans le coffre de la banque) **jamais aucun nom de bénéficiaire des paiements n'apparaît.**

Il est étonnant de voir autant d'argent être transféré sans qu'apparaisse jamais le nom des bénéficiaires finaux. Il nous paraît clair que des informations par rapport aux bénéficiaires ont soit été détruits soit cachés autre part.

Il existe des **contrats de consultance** entre DCNI et HEINE, DCNI et EUROLUX et puis des contrats et des factures entre EUROLUX et les offshores créditées. Tous les virements à partir de Luxembourg sont faits avec des contrats, des factures et tout, la structure juridique est bien mise en place. Il faut juste noter que les contrats font référence à des annexes confidentielles et des contrats précédents (dont on peut éventuellement douter s'ils existent) qui expliqueraient les paiements et les tâches exactes à effectuer. Il existe ainsi des contrats cadre, mais qui sont sans leurs annexes simplement des coquilles vides.

Il est à noter que la demande des autorités françaises s'applique, pour les banques, à la période de l'année 2000 à aujourd'hui. Des documents saisis chez Me FALTZ il ressort clairement qu'avant 2000 par l'intermédiaire de la société HEINE SA de fortes sommes d'argent ont transité par le Luxembourg pour partir aussitôt vers des structures de l'île of Man (non sans laisser un % au Luxembourg).

D 1095/121

Ainsi 90-100 Mio de FRF sont passés par le Luxembourg uniquement à destination de **MULD(B)ERG de 1998-1999** pour les deux années cumulées. D'autres virements très importants sont repartis vers d'autres sociétés limited dont une reprise avec les initiales « Fo » probablement FOMOYLE avec un virement unique de 96.462.000 FRF en 1995.

D 1644/21

Dans les documents saisis il n'existe **AUCUNE** preuve concrète de corruption. Les documents sont tous **entièrement** vides de noms et les descriptifs des services ou prestations sont vagues. Probablement pour tous les transferts il existe des contrats de « consultance » en bonne et due forme. Mes compliments à celui qui a mis ce système en place, il s'agit d'un travail méticuleux et en avance sur son temps. Dès que des bénéficiaires des sommes devraient être nommés il y a référence à un entretien, une note (absente des dossiers), une rencontre...

Les soussignés tiennent à faire référence à une loi luxembourgeoise :

La loi du 11 août 1998 portant introduction de l'incrimination des organisations criminelles et de l'infraction de blanchiment au code pénal.

Art. 506-1. Sont punis d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 50.000 à 50.000.000 francs, ou de l'une de ces peines seulement:

1) ceux qui ont sciemment facilité, par tout moyen, la justification mensongère de l'origine des biens ou revenus

*...
- d'une infraction de **corruption**;*

Cet article est justement mentionné par Me FALTZ dans ses dossiers et ses notes aux responsables de la DCNI, il semble donc avouer indirectement que les virements en cause sont de la corruption.

Pour finir avec une citation issue de wikipedia :

« L'affaire des frégates de Taïwan est une bombe qui n'éclatera jamais. » – Cette phrase aurait été prononcée par Renaud van Ruymbeke, juge d'instruction au pôle financier du Tribunal de Grande Instance de Paris, chargé d'instruire l'enquête des frégates de Taiwan.

6) Conclusions

Il est important de souligner encore une fois qu'un grand nombre de documents tombant sous l'ordonnance à l'adresse 1, rue du Théâtre avaient été retrouvés mais qu'une bonne partie n'avait pas été saisie sur demande des enquêteurs français sur place. Ce choix a été fait par rapport à l'enquête limitée qui est ouverte en France. Il faut se souvenir qu'une partie du « présent dossier » est classée « secret défense » en France et que l'enquête se limite donc à certains faits.

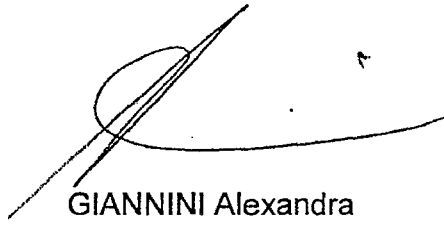
~~D1075/120~~

Plus d'autres devoirs n'étant à exécuter actuellement, les soussignés clôturent par ce rapport les devoirs en relation avec la présente Commission Rogatoire Internationale.

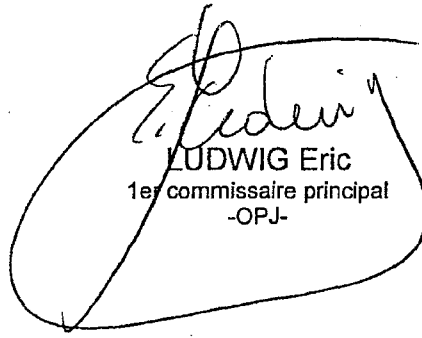
Les soussignés vous remettent sous pli séparé, contre accusé dans le livre des quittances, tous les documents et objets saisis dans le cadre des ordonnances précitées.

Clos en ce 19 janvier 2010

D1644/22



GIANNINI Alexandra
1er commissaire principal
-OPJ-



LUDWIG Eric
1er commissaire principal
-OPJ-

